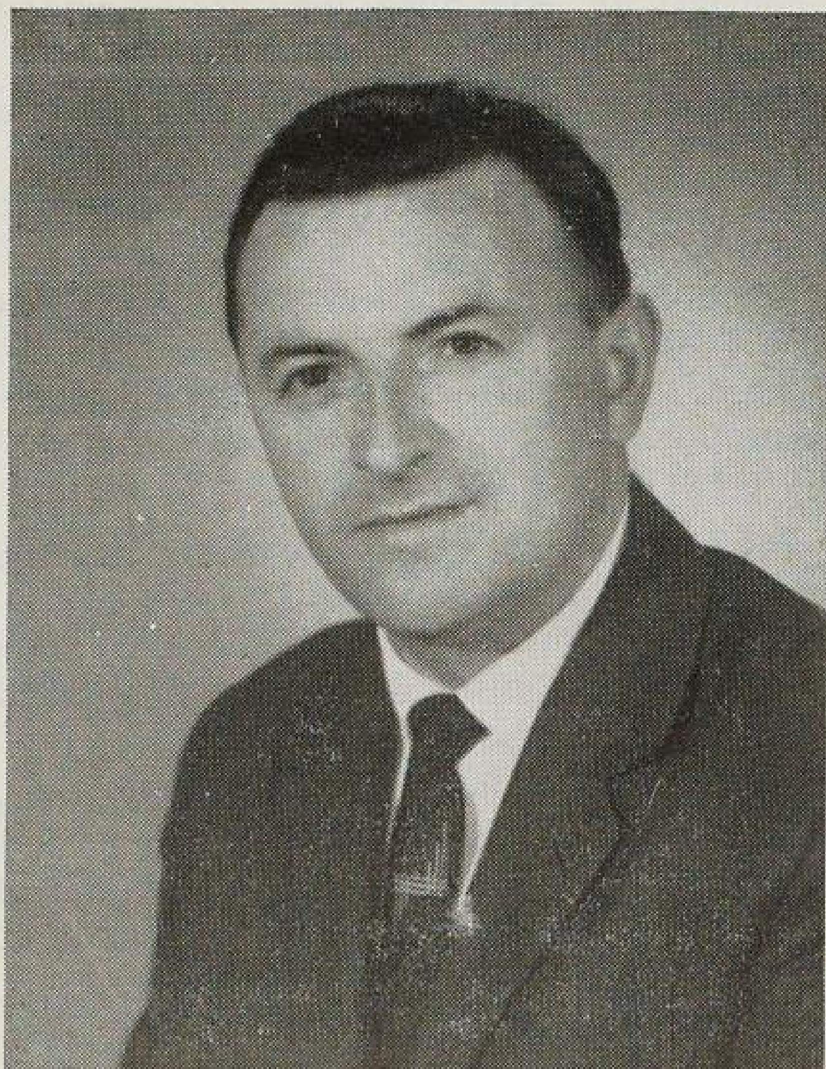


ELECTIONS LEGISLATIVES de MARS 1967

6ème Circonscription de CHATEAULIN-CARHAIX

Centre Démocrate

Edouard LE JEUNE

CONSEILLER GÉNÉRAL—MAIRE DE DINÉAULT

Inspecteur de la Mutualité Sociale Agricole

Électrices, Électeurs,

Les militants démocrates de la Circonscription m'ont désigné à l'unanimité comme candidat aux élections législatives de Mars 1967. La même unanimité s'est manifestée pour désigner comme suppléant, mon ami **Yves BERNARD,** cultivateur, Maire de POULLAOUEN, personnalité du Poher, dont tout le monde reconnait, non seulement la valeur professionnelle, mais aussi les qualités humaines et le sens développé du social.

NOS OBJECTIFS : La stabilité pour une politique nouvelle

— Veiller à l'application loyale et correcte de la Constitution approuvée par l'immense majorité des Français
Pour cela : — Un Gouvernement stable qui gouverne, — Un Parlement qui légifère et contrôle.

L'enjeu de ces élections consiste précisément à désigner des Députés qui puissent jouer leur rôle, pour traduire efficacement les besoins et les aspirations des populations qu'ils représentent. (Pas d'inconditionnalité, pas d'opposition systématique).

Il consiste également à créer une majorité nouvelle au service d'une politique nouvelle :

EXPANSION DE L'ÉCONOMIE — PROGRÈS SOCIAL — DEVELOPPEMENT RÉGIONAL — EUROPE UNIE

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE

Une propagande abusive qui mobilise à son profit la télévision et la radio tente, mais en vain, de persuader les électeurs que la situation économique et sociale est excellente

En vérité, la dépréciation monétaire continue au même rythme qu'avant 1958. Le plan de stabilisation a cassé l'élan de l'expansion sans arrêter la hausse des prix, tout en freinant les salaires. On dit que les caisses de l'Etat sont pleines, et pourtant la France est placée au dernier rang des pays du marché commun :

— pour le taux d'expansion industrielle.
— pour l'accroissement du pouvoir d'achat.

Mais, elle tient la tête du peloton pour la pression fiscale

Huit années de pouvoir sans partage n'ont pas résolu les grands problèmes économiques et sociaux. L'emploi est menacé, la crise du logement s'aggrave, nous manquons de centres de formation, de laboratoires, de personnel de recherche, d'équipements collectifs : routes, téléphones, hôpitaux, etc...

Nous vous proposons :

UNE POLITIQUE ECONOMIQUE DYNAMIQUE

Grâce à ;

— Une expansion régionale vivante, offrant aux jeunes les emplois nécessaires ;

— Un meilleur financement des équipements collectifs, en particulier de la voirie, de l'adduction d'eau, de l'assainissement ;

— L'encouragement à l'épargne pour assurer les investissements ;

— L'accroissement des efforts de recherche scientifique et technique ;

— La simplification du système fiscal et de la modernisation du crédit ;

— L'abandon des dépenses de faux prestige et la réduction des charges improductives.

POUR ASSURER LE PROGRÈS SOCIAL ET SES PRIORITÉS

— Logement, enseignement, santé publique :
— Recherche de plein emploi ;
— Amélioration du niveau de vie par une juste politique des revenus qui vise notamment à augmenter les ressources :

- des familles par le rattrapage du retard pris par les allocations familiales sur les salaires ;

- des personnes âgées, dont les prestations sont insuffisantes :

- des retraités aujourd'hui désavantagés par le mode de calcul de leurs pensions. Le rattrapage dû aux sous-officiers et officiers-mariniers retraités, veuves, n'a pas été accordé, malgré les promesses gouvernementales.

— Application rapide de la loi sur la protection sociale des commerçants et artisans ;
— Respect des droits des anciens combattants et victimes de guerre, indemnisation des rapatriés.

Les crises survenues récemment dans l'agriculture et la pêche font apparaître l'urgence d'une politique qui assure la parité et garantisse la rentabilité des productions.

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

En dépit des déclarations officielles jamais la situation de la Bretagne n'a été aussi critique. Lors de sa dernière réunion, la Commission de Développement Economique Régionale, a constaté que la réalisation du Vème Plan en Bretagne était compromise :

— Il visait à la création de 27.400 emplois, on parviendra difficilement à 13.000 ;
— On constate un arrêt quasi-total des implantations d'usines nouvelles dans le Finistère ;
— Le nombre d'emplois créés avec l'aide de l'Etat a diminué des 2/3 ;
— Il n'est prévu en Bretagne aucune opération de dimension nationale ;
— Il fallait 25.000 logements... L'aide de l'Etat est assurée à 10.000 environ.
— Il en va de même pour les équipements hospitaliers, télécommunications, voies ferroviaires, routes, ports de commerce et de pêche ;

De plus, il faut noter que même réduits, les équipements prévus seront difficilement réalisés car l'Etat demande aux Communes une participation toujours plus élevée ; dans le même temps il limite leurs possibilités d'emprunt.

Pour une politique nouvelle au service de la Bretagne, il faut une majorité nouvelle soucieuse de l'équilibre entre les régions de notre pays et décidée à promouvoir une véritable politique d'aménagement du territoire.

Cette politique trouvera toute son efficacité dans le cadre des institutions européennes.

UNE POLITIQUE D'INDÉPENDANCE DANS UNE DIMENSION NOUVELLE : L'EUROPE

La paix et l'indépendance ne sont possibles que par puissance. Seule l'EUROPE unie peut constituer une puissance à l'échelle mondiale. L'EUROPE doit être une communauté de peuples égaux acceptant les institutions communes. L'EUROPE enfin unie, constituerait un ensemble d'une puissance égale à celle des Etats-Unis et serait dans l'organisation du monde libre un gage de sécurité et de paix.

NOTRE CIRCONSCRIPTION

Homme du pays, je connais bien les problèmes de cette circonscription que je parcours en tous sens à cause de mon métier. Je m'efforcerai de faire aboutir rapidement les projets du Syndicat de Communes de la baie de Douarnenez, du Parc Régional d'Armorique, de l'Aménagement de la Vallée de l'Aulne jusqu'à Carhaix. La presqu'île de Crozon ne doit pas devenir un réduit militaire car sa vocation est essentiellement touristique.

Le règlement de la situation des employés du Réseau Breton retiendra toute mon attention.

Nos activités vitales, Agriculture et Pêche, dont sont tributaires, le commerce, l'artisanat, les salariés et l'industrie seront l'objet de mes préoccupations constantes.

Je crois pouvoir mériter votre confiance. Au Parlement, si vous m'élisez, je continuerai à œuvrer pour le développement de notre région, le progrès social et la Paix.

Le Candidat,

Edouard LE JEUNE

CONSEILLER GÉNÉRAL MAIRE DE DINÉAULT

Médaille de la Résistance
Croix du Combattant volontaire 1939-1945
Médaille Courage et Dévouement

Le Remplaçant éventuel :

Yves BERNARD

Cultivateur

MAIRE DE POULLAOUEN

Imprimerie du *"Bas-Breton"* Châteaulin